**ALLOCUTION DE MONSIEUR ROBERT JACKSON, CHARGE D'AFFAIRES,
A.I., DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, DEVANT LE
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DU SENEGAL (MEDS)
HOTEL MERIDIEN PRESIDENT
21 MARS 2007**

Monsieur le Président du MEDS,
Monsieur le Directeur de la BCEAO,
Monsieur le Directeur des PME,

C'est un plaisir pour moi d'être ici avec vous aujourd'hui. Le Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS), de mon point de vue, joue un rôle très important dans le renforcement du secteur privé au Sénégal, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Je pense que vos efforts sont complétés par ceux de la Mission américaine au Sénégal, où notre priorité politique numéro un est d'aider votre pays à améliorer ses performances économiques.

Je voudrais vous faire part aujourd'hui de certaines pensées qui existent actuellement au sein du gouvernement des Etats-Unis, sur la façon dont nous pouvons faciliter et renforcer l'émergence d'un secteur privé dynamique au Sénégal, afin de stimuler la croissance économique et d'aider à sortir la population de la pauvreté. Toutefois, aucun bailleur de fonds ni groupe de bailleurs de fonds ne rendra l'économie sénégalaise plus dynamique; seuls les Sénégalais peuvent le faire.

Les Etats-Unis œuvrent en partenariat avec le gouvernement et le peuple du Sénégal, en investissant dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Ces investissements sont essentiels. La création d'emplois est encore plus essentielle et le secteur privé doit prendre la tête de cette entreprise, avec l'appui d'investisseurs étrangers potentiels.

La Mission des Etats-Unis au Sénégal utilise un vaste éventail d'outils et de programmes pour promouvoir la croissance économique. Le programme de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) est principalement axé sur la croissance économique, notamment à travers des projets d'appui aux services de développement des affaires, aux partenariats publics-privés et à la réforme politique économique.

Le programme « Wula Nafaa » de l'USAID met l'accent sur des activités génératrices de revenu durables et naturelles, ainsi que sur l'importance d'une gouvernance locale saine, pour garantir une gestion durable et transparente des ressources.

Par ailleurs, l'USAID appuie les objectifs de la Stratégie de croissance accélérée du Sénégal, avec des programmes à hauteur de plus de 35 millions de dollars sur les cinq prochaines années. Une récente innovation de l'USAID est d'aider le secteur bancaire du Sénégal à libérer des capitaux supplémentaires pour les petites entreprises.

Grâce à nos programmes d'assistance et au Groupe de travail du secteur privé, de la communauté des bailleurs de fonds, dont l'ambassadeur des Etats-Unis assure la

présidence, nous œuvrons aussi activement avec le gouvernement du Sénégal pour faire avancer les réformes politiques, comme la diminution du temps et du coût requis pour démarrer une affaire.

Depuis juin 2005, le Groupe de travail du secteur privé a fait certaines propositions très précises au gouvernement, dont certaines sont basées sur de précédentes discussions avec les employeurs. Nos propositions sont claires, réalisables et conformes aux recommandations formulées en 2006 par le Comité du Conseil présidentiel pour l'investissement. En tant que bailleurs de fonds, nous constituons une ressource pour le gouvernement du Sénégal pour l'orientation de sa politique et les progrès au niveau de la Stratégie de croissance accélérée.

Je voudrais souligner le fait que l'USAID n'est pas la seule agence du gouvernement américain à soutenir les réformes et les performances économiques. Notre Service commercial, notre Bureau des Affaires agricoles à l'étranger, le département américain du Trésor, la Federal Aviation Administration et le Corps de la Paix travaillent aussi étroitement avec leurs homologues sénégalais afin de renforcer et d'obtenir des transactions commerciales et financières.

Je voudrais également attirer l'attention sur les perspectives présentées par deux programmes américains bien connus dont bénéficie le Sénégal. Le premier est la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique, plus connu sous le nom d'AGOA. En vertu de l'AGOA, le Sénégal et la plupart des autres pays africains peuvent exporter vers les Etats-Unis plus de six mille produits manufacturés ou produits localement sans droits de douane ni quotas. Bien entendu, ces produits doivent également être conformes aux normes américaines en matière de sûreté et de qualité, et les produits agricoles doivent répondre à nos exigences sanitaires et phytosanitaires.

La possibilité pour les fabricants au Sénégal d'avoir un accès hors taxes au marché américain constitue un avantage certain. La Chine fait souvent les gros titres pour inonder les marchés avec ses produits, mais un producteur sénégalais de qualité – qui peut économiser quinze, vingt, trente pour cent sur les droits de douane – ne devrait pas partir du principe qu'il n'est pas compétitif par rapport aux produits provenant de Chine ou d'ailleurs.

Je voudrais juste faire une parenthèse et montrer la philosophie qui sous-tend l'AGOA, récemment prolongé par le Congrès américain jusqu'en 2015 : si j'étais une institution de prêt au Sénégal, à qui l'on demandait d'apporter un financement pour réaliser des améliorations dans un établissement industriel, et que le plan de développement quinquennal ne fasse pas mention de l'exploration du vaste marché des Etats-Unis, j'aurais des doutes sur la conception stratégique de l'entreprise.

Cependant, je tiens à être honnête : comparées à de nombreux pays africains, les exportations du Sénégal vers l'Amérique restent faibles. En 2005, la valeur des produits exportés par le Sénégal n'a été que de 4 millions de dollars, alors que le Ghana, à titre de comparaison, a exporté pour presque 160 millions de dollars de marchandises vers les

Etats-Unis la même année. Je peux vous dire que les stratèges politiques à Washington aimeraient apprendre que les entreprises sénégalaises profitent de plus en plus de l'AGO. J'espère qu'au cours des deux prochaines années, l'ambassade des Etats-Unis à Dakar pourra informer Washington que tel est le cas, avec les exportations de poisson, de fruits de mer, de haricots verts, de textiles, de meubles, de beurre de cacao et de spécialités alimentaires comme le bissap et le pain-de-singe.

Le deuxième programme, dont vous avez sans doute également entendu parler, est le Millennium Challenge Account, ou MCA, financé par le gouvernement des Etats-Unis. Le concept du MCA considère que les pays qui sont démocratiques, protègent les droits de l'homme, font face avec efficacité aux priorités en matière de développement et mettent en œuvre des politiques économiques saines, sont les meilleurs candidats à une aide étrangère de grande ampleur.

Le MCA donne aux pays la chance de « penser grand » en faisant des projets qui peuvent considérablement améliorer l'activité commerciale, augmenter les revenus et avoir un large impact sur la réduction de la pauvreté.

En Afrique de l'Ouest, des pays comme le Cap-Vert, le Bénin, le Mali et le Ghana ont déjà signé des accords financiers, appelés « Compacts », avec la Millennium Challenge Corporation (MCC), pour une valeur totale estimée à 2,5 milliards de dollars, soit 1,25 trillion de francs CFA. Le Sénégal est un pays qui remplit les conditions pour bénéficier du MCA et des professionnels pleins de talent travaillent dur pour finaliser la proposition du MCA pour la plateforme de Diamniadio, l'un des projets d'infrastructure les plus ambitieux et les plus complexes d'Afrique de l'Ouest.

Afin de soutenir le projet proposé, la MCC a donné 6,5 millions de dollars au Sénégal, soit 3,25 milliards de francs CFA, pour le financement des études de faisabilité. Toutefois, je voudrais souligner qu'il s'agit d'un processus technique plutôt que politique. Nous ne signerons un Compact que lorsque nous pourrons convaincre le Congrès américain que la plateforme industrielle de Diamniadio augmentera la croissance du PIB (Produit intérieur brut) et diminuera la pauvreté.

Vous remarquez sans doute un thème récurrent dans ma discussion sur notre engagement envers le Sénégal : la primauté d'une politique saine pour encourager la croissance du secteur privé. Il est impossible d'exagérer l'importance d'un secteur privé dynamique, compétitif et créatif comme moteur de la croissance économique.

La politique économique du Sénégal doit être axée sur l'incitation à l'accroissement des investissements, tant étrangers que nationaux, pour les entreprises privées existantes et nouvelles. Si tel n'est pas le cas, il incombe alors au MEDS, à la CNP et à d'autres – notamment au gouvernement des Etats-Unis – de rappeler ce fait aux stratèges politiques.

Soyons réalistes, l'accroissement des investissements privés peut créer des emplois, augmenter les revenus et sous-tendre la croissance durable d'une manière qui peut éclipser l'aide étrangère.

Pour profiter pleinement de la dynamique créée par un climat des affaires attractif et compétitif, le Sénégal ne doit pas avoir peur d'entrer sur le marché mondial. Je suis conscient que la mondialisation représente des défis importants pour un pays en développement, voire des risques dans certains secteurs.

Mais cela crée également des opportunités, car ce sont des pays émergents comme le Sénégal qui peuvent réaliser les gains de productivité et de compétitivité les plus importants, pas les Etats-Unis, qui doivent stimuler la productivité par des investissements importants en matière de technologie et de gestion.

Mon propos est simple : en ce qui concerne les produits et services où le Sénégal est déjà proche des normes mondiales, surmonter ces derniers obstacles est tout à fait faisable. Et pour les secteurs où le Sénégal accuse un retard, mais dispose de certains atouts, le pays peut être optimiste quant à la réalisation de rapides progrès qui le placeraient dans une position compétitive, grâce à un régime d'investissement attractif, un meilleur accès au crédit et des améliorations relativement peu coûteuses en matière de compétences et d'outils au niveau des employés et de la gestion.

A présent, permettez-moi de mentionner quelques défis déjà bien connus que rencontre la croissance accélérée au Sénégal. Je n'ai pas les réponses sur la meilleure façon de remédier à ces problèmes, pas plus que le gouvernement des Etats-Unis. Pour résoudre ces influences négatives, il faudra de l'engagement et de la pensée créatrice, et les efforts de plaidoyer qui doivent les accompagner. En fait, il faut le type d'attitude qui est la raison d'être du MEDS.

Tout d'abord, les estimations actuelles indiquent que la population du Sénégal va doubler d'ici 2030 et que, dans ce laps de temps, des millions de Sénégalais vont migrer des zones rurales vers Dakar. Il faudra environ 300.000 nouveaux emplois chaque année dans les zones urbaines juste pour empêcher l'économie de se détériorer davantage.

Une autre menace pour l'économie est de se reposer sur ses lauriers. En vérité, le Sénégal est un centre régional pour les affaires et le commerce, mais ce n'est pas assez – pas dans le monde compétitif d'aujourd'hui. Je suis désolé de signaler qu'au cours de l'année passée, j'ai entendu parler de plus d'une société internationale qui avait prévu au départ d'investir au Sénégal, mais qui a finalement choisi le Ghana.

Il est évident que le Sénégal n'est pas simplement en concurrence avec les autres pays ouest-africains, mais avec les pays du monde entier. Aussi, personne ne doit se satisfaire de voir que sur les 175 pays figurant au classement de la Banque mondiale dans la rubrique « La pratique des affaires » en 2006, le Sénégal arrive au 146^{ème} rang.

Troisièmement, le Sénégal ne peut prendre le risque de porter davantage atteinte à la confiance des investisseurs. Votre pays dispose d'atouts d'une importance cruciale : un emplacement stratégique à l'extrémité de la pointe occidentale de l'Afrique, une tradition de paix, de stabilité, de démocratie et de tolérance religieuse, une croissance économique

régulière mais modeste et des systèmes financiers, Internet et de télécommunication qui sont supérieurs à la plupart de ceux que l'on trouve en Afrique. Mais dans le système mondial dynamique qui est le nôtre actuellement, les réalisations d'hier comptent beaucoup moins que ce qui se passe aujourd'hui, et encore moins qu'une évaluation sérieuse, orientée vers les affaires, du futur proche.

Encore une fois, permettez-moi d'être parfaitement honnête : les investisseurs potentiels, et les entreprises actuelles, sont préoccupés par la situation énergétique du Sénégal, la lenteur de la mise en place d'un système judiciaire efficace et transparent qui comprend les questions commerciales, la nécessaire réforme de l'éducation et certaines lois pesantes dans le domaine du travail qui sont dissuasives pour l'embauche et rendent les renvois justifiés difficiles.

Le secteur privé devrait être considéré par les représentations de l'administration comme un partenaire, pas comme un opposant. A ce propos, il appartient au secteur privé d'identifier toutes les contraintes d'ordre juridique et réglementaire et d'attirer dessus l'attention du gouvernement, qui devrait alors prendre des mesures. Le MEDS et d'autres organes engagés dans un plaidoyer politique actif ne devraient pas être satisfaits tant que le gouvernement ne réagit pas.

Je suis également porteur de bonnes nouvelles. L'investissement étranger direct des Etats-Unis au Sénégal est estimé à environ 100 millions de dollars, soit à peu près 50 milliards de francs CFA. Si ce montant n'est pas très élevé à l'échelle mondiale, il confirme les Etats-Unis en tant que partenaire commercial important. En outre, certaines évolutions intéressantes ont été notées ces dernières années, laissant à penser que le Sénégal est de plus en plus enclin à faire des affaires avec les Etats-Unis.

En premier lieu, nous remarquons que l'élite sénégalaise envoie ses fils et ses filles étudier aux Etats-Unis. Un deuxième phénomène intéressant est l'accroissement du flux des petits commerçants vers les Etats-Unis. Un troisième élément est l'intérêt croissant du Sénégal pour les exportations de haute technologie des Etats-Unis.

Ici, à Dakar, nous avons mis en place un dialogue plus généralisé de la Mission des Etats-Unis avec des entreprises commerciales au Sénégal qui ont des liens avec les Etats-Unis, par le biais de la Chambre de Commerce américaine.

Pour les investisseurs aussi bien que pour les entreprises américaines qui souhaitent devenir des fournisseurs et des prestataires de services plus actifs, je crois que les beaux jours sont devant – tant que le gouvernement du Sénégal continue à faire des réformes, tant que les entreprises sénégalaises continuent à innover et à rechercher de nouveaux marchés, et tant que les groupes de plaidoyer des entreprises comme le MEDS continuent à plaider en faveur des perspectives d'avenir.

Je vous remercie de votre aimable attention.